QUE CACHENT LES CAMPAGNES ANTI-VIANDE QUI SE DECHAINENT AUJOURD'HUI ?

Après la propagande de la FAO qui accuse les vaches qui pètent d'être le principal contributeur agricole au réchauffement climatique, dictée par le lobby de « l'agriculture intelligente face au climat » et malheureusement reprise dans un article de Campagnes solidaires sur l'agriculture face au réchauffement climatique (n°310), mais aussi par de nombreux mouvements sociaux alliés (y compris le Rac, Réseau Action Climat), on a eu en octobre la manipulation médiatique d'un film surréaliste sur l'abattoir d'Alès (comme si les autres méga-usines à mort que sont tous les gros abattoirs industriels ne connaissaient pas pires dysfonctionnement, mais qui est comme par hasard un petit abattoir de proximité indispensable au maintien de petits élevages pastoraux des montagnes cévenoles en voie de désertification). Voilà maintenant la viande rouge attaquée sans nuance comme cancérogène par une publication de l'Office mondial de la santé (OMS), autre officine de l'ONU, quelques jours avant l'ouverture de la conférence internationale sur le climat, la Cop 21, à Paris.

Une demi-vérité cache souvent un gros mensonge. Ne faudrait-il pas s'interroger sur ce que cachent les campagnes anti-viande qui se déchaînent aujourd'hui ? Confondre délibérément consommation excessive de viande de la malbouffe industrielle et apports modérés de protéines animales, indispensables à l'équilibre de nombreux régimes alimentaires vivriers basés sur la complémentarité des petits élevages familiaux, des jardins et des cultures associées, a pour but de justifier l'éradication de ces petits élevages familiaux, destinée à rendre les populations définitivement dépendantes de la malbouffe industrielle et des supermarchés. Ces systèmes alimentaires locaux, souvent baptisés de "vivriers", fournissent encore près des trois quarts de la nourriture disponible sur terre. Leur éradication, largement entamée en France dans le dernier demi-siècle, est un enjeu économique majeur pour les multinationales du système alimentaire industriel. Confondre délibérément élevage hors-sol, appuyé sur les monocultures végétales industrielles, gros contributeur au dérèglement climatique et à la pollution des eaux et des sols, et élevage pastoral, au bilan climat positif car il stocke d'immenses quantités de carbone dans les sols des prairies, parcours et forêts pâturés, participe de cette démarche d'éradication. Il est vrai que supprimer l'élevage à l'herbe (le plus fragile car le moins subventionné), en Europe et en France particulièrement, pour le remplacer par quelques usines à viande hors-sols appuyées sur des monocultures industrielles chimiques, fera de la place pour les importations de produits animaux américains (Nord et Sud) au cœur des négociations actuelles du Tafta, Ceta et autres accords de libre-échange.

Accuser l'élevage d'être le principal responsable de la contribution de l'agriculture au dérèglement climatique a pour but d'exonérer les engrais chimiques, générateurs de monocultures industrielles, qui en sont les premiers responsables : immense consommateur d'énergies fossiles pour leur fabrication, premiers responsables de l'immense déstockage de carbone contenu dans l'humus des sols et gros émetteurs de puissant gaz à effet de serre (NO4). L'industrie des engrais est le premier bailleur du lobby de "l'agriculture intelligente face au climat". Malheureusement, les mauvaises solutions industrielles qu'il propose semblent en train de contaminer les mouvements sociaux et politiques luttant pour la justice climatique. Il n'y a qu'une seule agriculture positive pour le climat : l'agro-écologie paysanne. En Europe, elle ne peut exister sans élevage pastoral, seul à même de maintenir la majeure partie du territoire et des paysages, et sans systèmes polyculture-élevage équilibrés, seuls à même d'offrir une alternative aux monocultures végétales industrielles associées aux élevages hors-sols.

Guy Kastler, éleveur dans l'Hérault et délégué général du Réseau Semences Paysanne

Article paru dans Campagnes Solidaires de décembre 2015.

MANIF FDSEA/JA

La semaine dernière, à l'appel du Ministre de l'agriculture, Xavier Beulin, la FDSEA et les JA de l'Ariège ont manifestaté à Foix devant la préfecture. Fidèles à leur triptyque fumier-lisier-pneus brulés, agrémenté d'un stage soudure en plein air (des grilles de la préfecture !), l'objectif a été atteint puisque médias et surtout préfète sont venus à eux dans la rue pour discuter le bout de gras... Mais, il y avait un second objectif, moins visible : il s'agissait, pour la milice de justiciers non masqués, d'aller punir de leur colère et de leur lisier les commerçants et grossistes mécréants réfractaires à l'approvisionnement, non pas en produits locaux, mais à la plateforme de la Chambre d'Agriculture en sursis ! Ainsi, un grossiste en viande, qui se fourni pourtant aussi (pas que !) auprès d'éleveurs ariègeois a vu sa devanture repeinte au lisier. La lisibilité de cette action s'en trouve quelque peu floutée ! Gageons que les éleveurs fournisseurs de ce dernier n'étaient pas de cette action ou du moins pas sur les photos !

David Eychenne

LA CONF 09 RECRUTE !

Alors que notre animatrice Laura nous quitte pour un projet d'installation agricole, un comité d'embauche s'est déjà constitué. Les candidatures sont d'ores et déjà en train d'être étudiées pour une embauche début mars. Du sang neuf dans notre équipe pour un nouveau dynamisme !

FETE PAYSANNE – ASSEMBLEE GENERALE

TOUTES ET TOUS A RIMONT LE 14 MARS !

Une bonne raison de se retrouver, échanger, débattre... et faire la fête !

Vous avez aimé parler des insectes dans nos fermes l'année dernière ? L'intervention d'Emmanuel AZE sur le développement de la drosophile Suzuki, un nouveau ravageur des fruits, et son analyse sur les moyens de lutte vous ont intéressés ? Les explications de François LOIRET ont éclairé votre vision de l'impact de nos pratiques paysannes sur l'entomofaune ? Vous allez donc adorer cette édition 2016 ! Plus conviviale, plus festive, sur un thème central : l'accès au foncier agricole, cette AG sera un temps fort de 2016 à ne manquer sous aucun prétexte !

Nous réitérons l'assemblée générale commune entre la Conf' et l'Adear, car nos fonctionnements au quotidien sont assez imbriqués, et que des projets communs portent les deux structures. Plutôt que de se disperser en deux lieux et deux dates différentes, regroupons nos forces ! Ce sera pour une fois dans le Couserans, territoire où la Conf' a beaucoup de soutiens mais où nous allons peu, car trop éloigné de Foix. Elle se tiendra donc à la salle communale de Rimont.

En premier lieu nous vous proposerons de faire un point sur les luttes locales et nationales, celles de 2015 et celles à venir. Cette année a été riche pour la Conf' et l'Adear. Entre le colloque sur l'agriculture paysanne de montagne, la nouvelle PAC ... les occasions ont été nombreuses de se voir ! 2016 sera sans aucun doute pleine de rebondissements : pour preuve, la PAC 2015 n'est toujours pas soldée ! Si l'on a beaucoup parlé d'élevage en 2015, la Conf' et l'ADEAR n'oublient pas les autres productions. L'assemblée générale annuelle est l'occasion de faire part de vos préoccupations ou de vos projets, sur lesquels vous aimeriez travailler. Et puisque pour porter des projets il faut des bras, l'AG est aussi l'occasion pour faire le point de qui fait quoi, pour l'année à venir.

Enfin, en écho au colloque, nous vous proposons une réflexion collective sur les modes d'accès au foncier novateurs. Nous aurons le plaisir d'accueillir Pascal LOMBARD de Terre de Liens Midi-Pyrénées, qui viendra partager les travaux réalisés par Terre de Liens et échanger avec nous sur le sujet. Car des initiatives collectives montrent d'autres avancées qui, sans être pour le moment des tendances lourdes, innovent en matière de mobilisation foncière sur la base de principes éthiques ancrés socialement et territorialement. Qu'en est-il en Ariège ? Quels sont les vécus et les réflexions de nos paysans et paysannes en termes d'accès au foncier et aux systèmes de production ? Quels objectifs et actions demain sur notre territoire ? Quelles solutions pour faciliter le renouvellement des paysans ? Voici les questions que nous nous poserons ensemble afin d'élargir nos réflexions sur l'installation et la transmission, d'ouvrir nos perspective vers des modes d'accès au foncier innovants et solidaires !

La soirée continuera avec un apéro-auberge espagnole où chacun amène de quoi boire et manger à partager. C'est le moment de se retrouver chaleureusement autour d'un verre, et également de fêter ensemble le départ de notre animatrice Laura et l'arrivée de la relève !

L'AG est un moment fort pour nos deux structures, elle est ouverte à tous, paysans, porteurs de projets, cédants, citoyens... Nous vous y attendons nombreux !

Mathias Chevillon

Impression : Scop Imprimerie de Ruffié 09000 FOIX - Tél. 05 61 65 14 64

C'EST DEJA 2016, PENSEZ A ADHERER !

- Cotisation annuelle : 40 €
- Cotisation annuelle + abonnement au REGAIN : 46 €
- Cotisation annuelle SOUTIEN + abonnement REGAIN : prix libre (> 46 €)

(Chèque à l'ordre de la Confédération paysanne de l'Ariège, à renvoyer au 32 avenue du Général de Gaulle 09000 Foix)

Nom, Prénom : ______________________________

Adresse : ______________________________

Email : ____________________ Tel : ____________

Productions : ______________________________

Février – Mars 2016 n°36

Le regain

Journal de la Confédération Paysanne de l'Ariège

EDITO

2016 S'ANNONCE RICHE DE COMBATS A MENER...

NOUS SOMMES TOUJOURS LA !

Après le succès sans précédent qu'a été le colloque sur l'agriculture paysanne de montagne d'Ax les thermes, l'horizon qui s'offre à notre syndicat se trouve parsemé de "chantiers" dignes d'intérêts pour l'ensemble des paysans du département. En effet, les travaux entamés lors de ces deux journées ont marqués d'autant de jalons, les esprits de ceux et celles qui étaient présents.

L'un de ces "chantiers" est celui des formes nouvelles qui pourraient permettre la transmission des exploitations pour des installations nombreuses, et donc de l'accès au foncier. Alors, bien sûr, les esprits chagrins, les "biens informés", nous dirons que ces préoccupations ne sont pas nouvelles et que des "responsables" agricoles y travaillent depuis que les chevaux ont des dents... Mais, il ne s'agit pas de lister une fois encore les besoins de tel ou tel, l'âge de cédants d'un canton, non, non, mais de faire émerger de nouvelles formes alternatives d'accès à la terre agricole, puisque tout observateur un brin honnête aura relevé le caractère inefficace des outils en place (répertoire départemental des fermes à céder, point accueil installation, etc.). Place pour nous désormais à l'étude de solutions solidaires, atypiques, courageuses, bref qu'on ne trouve pas forcément dans le bréviaire de nos décideurs indéboulonnables ! Des exemples nous ont été présentés, certains pas forcément reproductibles partout, mais tous ont le mérite de nous remettre en questions, qu'ils s'appellent GFA mutuel, Terres de Liens, associations, financements participatifs... Ce thème de l'accès au foncier "autrement", sera l'axe de réflexion et d'échanges central de l'Assemblée Générale commune de la Confédération paysanne et de l'ADEAR de l'Ariège qui se tiendra cette année dans l'ouest du département, dans le Couserans. Nous vous invitons à venir débattre nombreux, que vous soyez installés, en cours d'installation, en phase de cessation, votre place est à nos côtés !

David Eychenne

Co porte-parole de la Conf' Ariège

FETE PAYSANNE - ASSEMBLEE GENERALE

ADEAR 09 – CONFEDERATION PAYSANNE 09

LE 14 MARS, A 17H, A LA SALLE COMMUNALE DE RIMONT

L'ACCES A LA TERRE AGRICOLE : AU DELA DES SENTIERS BATTUS

Avec Pascal Lombard (Terre de Liens Midi-Pyrénées)

+ d'infos sur www.ariege.confederationpaysanne.fr

CPPAP n° 1017 G 80528 - Directeur de publication : Sébastien Wyon – Imprimerie de Ruffié 09000 Foix

PAC 2015 : VISITES RAPIDES, PAIEMENTS 2015 ET SNA

L'ADMINISTRATION SE MOQUE DES PAYSANS, ET DANS LES GRANDES LARGEURS !

A ce jour et après plusieurs conversations avec la DDT, la déclaration du 9 février du ministre sur la « simplification » et des infos de la Confédération Paysanne au niveau national, voici les derniers éléments dont nous disposons.

Comme d'habitude, ces informations si importantes pour tous les agriculteurs ne sont pas transmises par les services de la Chambre. Sans parler du nécessaire accompagnement face aux enjeux de la PAC 2015 ! Alors de nouveau, nous pallions à ces carences.

Sur le département, 1160 **visites rapides** sont à réaliser (sur 2140 déclarations PAC), elles commenceraient vers le 15 février et se poursuivraient jusqu'à l'automne. Pour mémoire les visites rapides concernent les exploitations ayant des surfaces comprises dans le prorata 50-80% et celles avec un prorata estimé par l'agriculteur différent de celui estimé par l'administration.

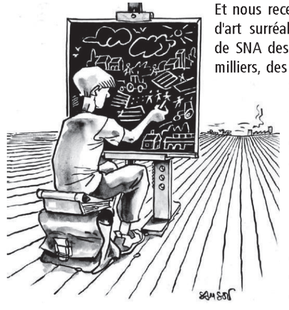
La DDT estime que 10% des visites rapides seront réalisées avant le 30 mars et donc 90% ensuite (dont toutes les estives évidemment).

Ceci pose le problème de la différence de traitement entre les fermes qui auront ou n'auront pas eu de visite rapide avant la l'ouverture de la télédéclaration 2016 (maintenue au 1er avril). Ces dernières déclareront « à l'aveugle » pour 2016 sans la « sécurisation » promise par les visites rapides, sans retour sur les SNA et sans la moindre idée du nombre de DPB ; particulièrement pour les surfaces d'estives.

Pour le **versement des aides 2015** : le ministère annonce le versement des aides du 1er pilier (dont ICHN) avant le 30 juin et second semestre pour les aides du 2eme pilier (dont aides bio) mais aujourd'hui qui peut croire ces déclarations! Une nouvelle ATR (Avance de Trésorerie Remboursable) sera mise en place en mars pour une partie des aides de second pilier.

Mais cette situation est inacceptable, d'abord parce que les paysans sont face à des inconnues majeures dans la gestion de leur ferme bloquant installations, investissements et autres évolutions et paralysant le fonctionnement collectif (estives). Et ces inconnues alliées aux difficultés de trésorerie impacteront au moins 2 années (2015 et 2016).

Elle est intenable pour un grand nombre de fermes qui verront leurs montants d'aide profondément modifiés, à la baisse avec les proratas pour les exploitations non transhumantes, situées en zone intermédiaire et piémont.



Et ceci est particulièrement inquiétant pour les fermes qui n'auraient pas demandé d'ATR (Avance de Trésorerie Remboursable) ; les personnes dans ce cas peuvent prendre contact avec la Conf'.

Pour le déroulement des **visites rapides**, nous vous conseillons d'être présent et de ne **RIEN SIGNER** à l'issue de la visite, même si le contrôleur vous le demande. Si vous n'êtes pas d'accord avec ce que constate le contrôleur, la DDT vous invite à faire une demande écrite dans les 15 jours de contre-visite au moment de la pousse de l'herbe. Toute demande écrite sera prise en compte par la DDT.

Et voilà qu'apparaissent enfin les **SNA** (Surface Non agricole) sur nos déclarations, on nous avait dit de laisser ce qui était clairement une SNA (bâtis visibles, routes, affleurements rocheux…) et que nous allions recevoir ceci proprement fait sur nos déclarations !

Et nous recevons des œuvres d'art surréalistes !! En guise de SNA des arbres isolés par milliers, des haies et bosquets surprenants et j'en passe ; dans beaucoup de cas ces SNA non agricoles ne sont pas des surfaces non admissibles !! Par contre les bâtiments, rochers n'ont pas été pris en compte alors qu' ils sont clairement visibles sur les dossiers et non admissibles évidemment!

L'administration se moque de nous ! Ceci ne peut absolument pas rester en l'état. Nous exigeons donc :

- L'abandon de ce travail inacceptable !
- Des propositions simples et réalistes pour délimiter les impacts sur la surface admissible
- Des propositions pour gérer les bosquets et haies et, s'il y a lieu, leur inclusion dans les mesures prévues (BCAE7 et/ou SIE) ! Et pour traiter les « vraies » SNA non repérées par les experts de l'administration.

Pour le moment, les paysans ne perdront pas davantage de leur temps avec la restitution actuelle des SNA, nous ne sommes pas là pour pallier les errements de l'administration. Ce n'est pas notre boulot !

Nous attendons une proposition de la part des services de l'Etat. Le ministère vient d'annoncer des mesures « simples et pragmatiques » une note sera envoyée très prochainement aux agriculteurs à ce sujet. A voir !

Comme depuis des mois, la Conf'09 se mobilise au niveau départemental et national, continue à suivre le dossier, à partager les informations et accompagner les agriculteurs dans cette jungle administrative.

Laurence Marandola

CRISE DE L'ELEVAGE : UNE LOGIQUE A BOUT DE SOUFFLE

La crise actuelle des éleveurs est le symptôme de la faillite d'un mode de développement agricole. Ce système productiviste autodestructeur a ravagé la vie des paysans. Un énième plan d'urgence ne suffira pas, il faut changer de logiciel.

L'élevage est donc officiellement en crise. Les Français, dans leur grande majorité, partagent les préoccupations et les inquiétudes des éleveurs. Alors que ceux-ci, au bord du gouffre, se soulèvent, annonces gouvernementales et tables rondes se sont succédé cet été à un rythme effréné.

Tout le monde clame haut et fort qu'il faut sauver l'élevage, que les grandes surfaces doivent augmenter les prix, que l'on doit manger français, etc. Mais la crise d'où vient-elle ? Embargo russe ? Conjoncture défavorable ? Certes, mais cette crise-là n'est-elle pas, avant tout, structurelle ? L'élevage n'est-il pas en crise depuis des dizaines d'années ? Les éleveurs ne sont-ils pas victimes d'un manque criant d'anticipation et de clairvoyance des décideurs politiques, et ce depuis des décennies ?

Si, bien sûr que si ! Cette crise est la faillite d'un mode de développement agricole, la nouvelle preuve d'un système qui est allé au bout de sa logique productiviste et mortifère, destructrice de vies paysannes.

Depuis la mise en place de la Pac, à la fin des années 50, profession agricole et responsables politiques de tous bords nous ont vendu, à nous paysans, le produire plus, la modernisation, les économies d'échelles. Depuis, à chaque crise, la réponse est identique : grossir, augmenter la taille de son élevage, ce qui entraîne automatiquement une surcharge de travail, la mécanisation pour compenser, l'emprunt pour financer… et, ainsi, le transfert du revenu à l'industrie agroalimentaire d'amont et d'aval et aux milieux financiers. Inévitablement, les paysans disparaissent massivement à chaque crise agricole, victimes de ces politiques publiques. A terme, ils sont perdus, détruits peu à peu par un système voulu, mis en place et accompagné par les gouvernements successifs.

Nombre d'entre nous croulent sous les dettes, les emprunts. Très souvent, le seuil de viabilité a été atteint, dépassé. Tous les deux jours, un paysan se suicide en France. Crise et cris d'alarme donc.

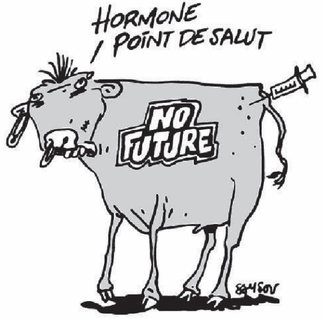
Face à ce désarroi, les annonces et les déclarations pleuvent. L'exécutif se bat avec ferveur, le gouvernement est sur le pont, François Hollande en tête, pour une vaste opération de communication.

Si notre agriculture ne marche plus, c'est par manque de compétitivité. Il nous faut donc grossir encore et encore, il faut moderniser, il faut exporter, il faut manger français partout : en France, mais aussi à Taiwan, en Chine, au Vietnam, au Maghreb. Bref… exporter, et favoriser une préférence française dans les grandes surfaces et la restauration collective.
Ces gens-là se moquent de nous quand ils négocient en même temps Tafta et Ceta, accords de libre-échange avec l'Amérique du Nord qui vont détruire à jamais la production de viande bovine en France et mettre à rude épreuve les autres filières d'élevage. Après des décennies à sacrifier l'agriculture, à la pousser dans le mur de crise en crise, on va sauver l'élevage en mangeant français… Sérieusement ?

Le plan d'urgence proposé par le gouvernement peut être au mieux considéré comme une rustine, un placebo pour traiter un mal très profond, au pire un plan de licenciement des petites et moyennes exploitations. Dans les deux cas, le compte n'y est pas. Pire, dans le deuxième on met un grand coup d'accélérateur juste avant de sauter dans le vide.

Alors aujourd'hui, il y a urgence. Urgence à agir pour sauver les paysans ; urgence à agir pour arrêter de porter atteinte à la santé de ces femmes et de ces hommes, travailleurs de la terre ; urgence de prendre en compte les signaux alarmants que nous envoient la planète, le climat, l'environnement, les sols et l'eau, tous ces facteurs sans lesquels nous ne pourrons plus être paysans demain. Les agriculteurs sont les premiers écologistes, claironne Manuel Valls. Certes, mais quand va-t-on voir venir une politique digne de ce nom pour préserver notre socle de vie, notre environnement naturel, cette nature dont nous sommes si proches au point d'avoir choisi d'y vivre et d'y exercer notre métier !

On remarque cependant que certains systèmes agricoles sont touchés très durement par la crise, d'autres moins, voire pas du tout. Les producteurs en signes de qualité, en AOP*, en agriculture biologique, en circuits de proximité... Ces paysans-là s'en sortent mieux.



Et souvent le déclic a été… une crise, justement. Puisque les pouvoirs publics ont continué à entraîner la grande majorité des agriculteurs dans le mur, ils se sont pris en charge, souvent par le biais de projets collectifs, avec l'aide d'élus locaux. Ces paysans s'en sortent, parfois ignorés des subventionnements et des aides qui continuent de primer les volumes, les hectares, le nombre d'animaux, plutôt que de primer la qualité. Et pourquoi ne prendrait-on pas le chemin qu'ils ont parcouru comme boussole des politiques publiques ?

L'agriculture trop intensive est dans le mur. Les éleveurs, coincés dans ce système de développement, n'arrivent plus à s'en sortir, alors… il faut changer le système, il faut changer notre logiciel. Il faut réorienter notre agriculture vers les systèmes qui ont fait leurs preuves. Il faut faire le choix d'une agriculture d'avenir, compatible avec les enjeux climatiques, qui valorise l'environnement plutôt que de l'exploiter et le détruire, une agriculture qui crée de l'emploi, beaucoup d'emplois, vivifie les territoires, relocalise la valeur ajoutée accaparée par les multinationales et les milieux financiers. Il faut faire le choix de cette agriculture sophistiquée, qui œuvre avec le vivant, avec l'agronomie plus qu'avec la pétrochimie. Il nous faut renouer avec l'intelligence et le bon sens et surtout, surtout, il nous faut retrouver du sens ! Devant le manque d'audace politique de l'été, la Confédération paysanne se bat, et continuera à se battre pour une autre agriculture, pour défendre et sauver les paysans. Et non pas les multinationales de l'agro-alimentaire !

Laurent Pinatel,
paysan dans la Loire,
porte-parole national de la Confédération paysanne

Article paru dans Campagnes Solidaires de septembre 2015. Vous pouvez vous abonner à Campagne Solidaire sur le site de la Conf' nationale : http://confederationpaysanne.fr/campagnes_solidaires.php?type=ABI

FORMATIONS ADEAR 09 : DERNIERS JOURS POUR S'INSCRIRE !

7 journées de réflexion collective pour mûrir votre projet d'installation les mar 1er mars, mar 15 mars, ven 18 mars, mar 22 mars, ven 1er avril, mar 5 avril, mar 12 avril à Foix

S'associer ou s'installer à plusieurs les 3, 4 et 11 mars à Foix

INSCRIVEZ-VOUS VITE !

Contactez Mireille de l'ADEAR au 05 34 14 61 79

GRIPPE AVIAIRE : LES DANGERS DE LA DEMESURE

Le ministère de l'Agriculture a annoncé le 14 janvier la mise en place d'un vide sanitaire sur l'ensemble de la zone de restriction. Il s'agit de stopper progressivement tous les élevages (au moins de canards) et de laisser passer plusieurs semaines avant de permettre le redémarrage de l'ensemble de la production. Pour certains, cela signifiera un arrêt de production de près de six mois et donc une véritable catastrophe économique et sociale ! Par ailleurs, les mesures de biosécurité envisagées font peser de lourdes menaces sur les élevages de plein air. Ces mesures volontaristes obéissent plus à une logique commerciale que sanitaire. Il s'agit de rassurer les partenaires pour permettre la réouverture des frontières pour l'ensemble des volailles françaises.

Une telle politique, dédiée seulement aux filières d'export, constitue une nouvelle attaque contre l'élevage paysan. Si la mobilisation pour gérer cette grippe aviaire est indispensable, elle doit s'accompagner de mesures proportionnées pour les élevages fermiers. Ceux-ci génèrent en effet moins de mouvements donc moins de risques. Le maintien de ces fermes est indispensable à l'emploi, aux territoires et à l'alimentation !

Communiqué de presse de la Conf' nationale du 15/01/16

NON A LA FERME DE TOURTOUSE !

Dans la suite des articles précédents dénonçant la ferme-usine de Tourtouse, la Conf'09 est cosignataire d'une pétition demandant l'arrêt du projet. Vous pouvez retrouver cette pétition et nous soutenir en la signant sur : **www.ariege.confederationpaysanne.fr**
Ne laissons pas la grande distribution s'emparer de notre métier ! Luttons pour des fermes à taille humaine et nombreuses !